



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2449>

Emilie Moreau : poursuivre la mobilisation fonction publique

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseil national novembre 2017 -



Date de mise en ligne : vendredi 17 novembre 2017

L'École Émancipée

Les mots d'ordre unitaires d'appel à la grève ont toujours un écho plus grand auprès des salariés et des fonctionnaires.

Nous l'avons vu lors de la journée réussie du 10 octobre. Tous les syndicats de la Fonction publique appelaient à manifester contre les annonces gouvernementales, tous dénonçaient la remise en cause de la revalorisation salariale liée au report d'une année de PPCR, la réintroduction du jour de carence, dont l'INSEE a rappelé son inefficacité, la hausse de la CSG simplement compensée pour les fonctionnaires. Et les fonctionnaires se sont mobilisés. L'unité doit donc être recherchée le plus souvent possible. La FSU y prend toute sa place, parfois même jusqu'à y perdre en visibilité.

Malgré la mobilisation importante des fonctionnaires le 10 octobre, le gouvernement, loin de revenir sur ces premières mesures, va encore plus loin. Il annonce d'abord une programmation budgétaire quinquennale de réduction des dépenses publiques, qui se traduit par une baisse de l'emploi public (-120 000 postes) et des moyens de fonctionnement des services publics. Et dans le même temps il met en place un programme Action publique 2022 qui aura pour objectif « d'étudier le niveau de portage le plus pertinent pour chacune des politiques publiques ». Il ne faut pas se faire d'illusion, la baisse de dépenses publiques prévue va engendrer des dysfonctionnements des services publics qui serviront par la suite à justifier le transfert de missions à un secteur privé bien plus efficace ou même à leur suppression par le programme Action publique 2022.

Il ne faut pas se faire d'illusion non plus sur les orientations que donnera le comité de pilotage de ce programme. Exit les représentant-es d'usagers et les syndicalistes, ce comité sera composé de chefs d'entreprises, de parlementaires, d'élus locaux, de hauts fonctionnaires... Aucun espoir à attendre pour qu'il rappelle au gouvernement à quoi servent les services publics, leur rôle dans la réduction des inégalités, de l'intérêt du service rendu de façon équitable à tous les citoyens et toutes les citoyennes sur l'ensemble du territoire. Quant à la soi-disant efficacité du privé, il ne faut pas oublier qu'un emploi d'avenir, bien que non satisfaisant, coûte 11 000 Euros contre environ 200 000 Euros par emploi créé par le CICE, le payer correctement à 1 500Euros net coûterait 30 000Euros.

Tout cela appelle à une poursuite de la mobilisation dans la Fonction publique pour la défense du service public et des fonctionnaires.

Pour cela nous devons expliquer les conséquences de telles réformes pour les fonctionnaires et pour l'ensemble de la population et dire notre exigence de mobilisation la plus unitaire possible sur ces sujets pour donner une suite au 10 octobre.

L'absence de dynamique du côté des 9 syndicats de la Fonction publique un très mauvais signe envoyé aux personnels et au gouvernement.

Le fait dans ce contexte que la FSU n'ait pas été signataire dès le départ de l'appel au 16 novembre ou notre absence de l'appel des fédérations de fonctionnaires à la journée du 16 n'est pas un bon signal. A vouloir travailler l'unité, prenons garde que la FSU n'apparaisse plus clairement dans le camp syndical de la transformation sociale.